



CENTRE D'ÉTUDES DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

ENJEUX DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

2010

SOUS LA DIRECTION DE
PASCAL CHAIGNEAU

 **ECONOMICA**

49, rue Héricart - 75015 Paris

DÉFAITE DU PARTI LIBÉRAL DÉMOCRATE : AU JAPON, RIEN N'A CHANGÉ !

BASSAM TAYARA

Les élections du 30 août 2009 qui ont abouti à la chute du Parti libéral démocrate japonais *Jiyū Minshu-tō* (PLD) et la victoire du Parti démocrate japonais *Minshu-tō* (PDJ), ont été qualifiées d'historiques. Le PDJ a en effet remporté 308 sièges à la Chambre des représentants (*shūgi-in*) et a mis fin au pouvoir sans partage du PLD, ce qui a semblé annoncer la mise du Japon sur une voie d'alternance politique.

Tous les observateurs se sont penchés sur les causes de la défaite du PLD qui a gouverné l'archipel nippon sans interruption depuis 1955, hormis une courte période entre 1993 et 1995, durant laquelle une alliance composée de huit partis avait réussi à s'imposer à la Chambre des représentants. Diverses raisons et analyses ont été avancées comme si ces élections remettaient en cause le système de gouvernance politique du Japon.

Or cette *victoire d'un parti et défaite de l'autre* doivent être lues à travers le prisme de l'histoire des partis politiques japonais, de leurs luttes et de la nature de leur structure sous tous leurs aspects sociaux, financiers et claniques. Et pour une bonne lecture il ne faut jamais s'éloigner d'un fait qui constitue une constante dans toute approche concernant ce pays, la spécificité du Japon, de ses habitudes, de sa pensée et de son mode de vie, qui forment un magma où il est difficile de séparer le *gagnant* du *perdant*.

Michel Random¹ cite Mishima Yukio qui lui a dit un jour : « *Seul l'invisible est japonais* », et Random constate après plusieurs séjours d'études au Japon que cette pensée de l'invisible « revient sans cesse, comme une vibration continue qui investit aussi bien l'histoire, la stratégie, l'économie, la poésie, la religion, l'art et la politique ».

Cet *invisible* doit nous conduire à expliquer le *changement de majorité* au Japon, il doit aussi nous indiquer comment et pourquoi les électeurs votent et changent de camp, et nous dévoiler en fin de compte cette ligne conductrice qui mène aux *vrais centres* du *vrai pouvoir invisible*.

Avant la guerre les changements de majorité étaient fréquents, mais ils ne se faisaient pas à l'italienne : ce n'étaient pas les jeux d'alliance qui faisaient chuter un gouvernement et menaient vers des élections. Ces changements avaient lieu par la volonté de l'empereur qui sanctionnait un échec et nommait alors le chef de l'opposition au poste de Premier ministre, et celui-ci appelait dans la foulée à des élections qui lui donnaient toujours la majorité. Malgré le caractère censitaire du système, les électeurs s'alignaient toujours et votaient pour le pouvoir en place (voir note 1).

L'explication historique pouvait être double : ou bien on donnait sa chance au nouveau gouvernement choisi par l'empereur (*tennô*), ou bien on faisait confiance à l'empereur qui avait constaté l'échec du précédent gouvernement. Les deux explications confirmaient le principe de la primauté du *tennô* et du *gouvernement transcendant* au-dessus des partis appelés à l'époque *chôsen* (voir note 2). Depuis 1945 cependant, la nouvelle constitution limite beaucoup les prérogatives de l'empereur et le cantonne à un rôle de représentation uniquement ; il nomme le Premier ministre désigné par la Diète *Kokkai* (Article 6) et « suivant l'avis et l'approbation du Cabinet, s'acquitte des fonctions », dont la dissolution du Cabinet (Article 7).

Dans le cas des élections de 2009, la *chute* du PLD est à analyser dans le prisme de plusieurs facteurs qui touchent au jeu politique des partis : les changements que subit la société japonaise, l'économie mutante de l'archipel, le défi des crises à répétition et le rôle que le Japon peut être amené à jouer sur la scène internationale.

■ L'ALTERNANCE N'A PAS EU LIEU

Une bataille de clans

Avec l'avènement de Yukio Hatoyama au poste de premier ministre, le Japon connut en apparence un changement fondamental de pouvoir, par la défaite cuisante du PLD. Mais ce n'est qu'apparence car il n'y a pas de changement dans la nature du gouvernement, ni dans son style ni dans les origines sociales des dirigeants.

Hatoyama, 62 ans, est issu de l'ancienne noblesse japonaise : il descend de la famille la plus riche et la plus influente politiquement au Japon, et représente sa quatrième génération politique. Son arrière-grand-père paternel fut un samouraï député au Parlement japonais entre 1896 et 1897 durant l'ère Meiji, mais aussi vice-ministre des Affaires étrangères. Son grand-père, Ichiro, a été trois fois Premier ministre à partir de 1954, et a fondé le PDL que son petit-fils vient de battre, tandis que son père, Ichiro, a été ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères. Son plus jeune frère, Kunio, est député PDL et ministre des Communications et des Affaires intérieures dans le gouvernement sortant de Taro Aso. On voit bien que le nouveau Premier ministre, qui fut membre du PLD, *baigne* dans la traditionnelle classe politique du Japon ancien et du Japon de l'après-guerre.

Mais il a aussi ses entrées et ses influences dans les réseaux financiers et les cercles des grandes entreprises : son grand-père maternel, Shojiro Ishibashi, fut le fondateur de *Bridgestone Corp*, le plus grand fabricant de pneus au monde, dont le siège se trouve à Tokyo. Sa mère, Yasuko, 86 ans, surnommée « La Marraine » héritière d'une immense fortune, a été un soutien financier pour promouvoir la carrière politique de ses enfants et soutenir leur ambition, surtout lors de la création du PDJ en 1996, avant que le frère Kunio ne retournât au PDL trouvant que le PDJ dérivait trop à gauche. La fortune du premier ministre est estimée à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Mais ce n'est ni la puissance financière ni le pedigree politique qui ont eu raison du Premier ministre sortant Taro Aso, qui compte, lui aussi, sept anciens premiers ministres dans sa famille, dont son grand-père, Shigeru Yoshida, le premier premier ministre japonais après la Deuxième Guerre mondiale – il le fut en 1948 et conservera son poste jusqu'en décembre 1954, continuant à exercer une influence importante sur la vie politique japonaise jusqu'à sa mort en 1967. Ceci fait d'ailleurs dire à beaucoup d'observateurs que la bataille féroce qui s'est déroulée entre le PDL d'Aso et le PDJ d'Hatoyama est la suite de celle de leurs grands-pères, Shigeru Yoshida et Ichiro Hatoyama.

Les descendants des deux principaux groupes conservateurs durant les années qui ont immédiatement suivi la guerre, continuent la bataille : le Parti *conservateur* (PDL), après plus d'un demi-siècle de domination, a perdu et le Parti *réformiste* (PDJ) prend le pouvoir. Mais cette bataille, qui voit le PDJ l'emporter sur le PLD, ne signifie aucunement « une rénovation de la gestion du pays » (voir note 3).

Un vrai-faux nouveau gouvernement

Yukio Hatoyama a été élu pour la première fois à la Chambre basse en 1986, en tant que membre du PDL, et il l'a quittée à la suite des élections législatives de 1993, quand *son parti* a perdu sa majorité absolue pour la première fois depuis 1955. Mais il n'était pas le seul ; la première défaite du PLD a provoqué le départ de divers membres, qui ont formé de nouveaux partis politiques. Hatoyama a ainsi rejoint le nouveau parti *Sakigake* et a servi en tant que secrétaire général du cabinet de Morihiro Hosokawa, Premier ministre du gouvernement de coalition en 1993-94. Puis il passa au PDJ, dont il finança la création, avant de le quitter en décembre 2002, suite à sa fusion avec le Parti libéral, dirigé par Ichiro Ozawa. Mais il réintègre le parti en 2004 et ce n'est qu'en mai 2009, quelques mois avant les élections d'août, qu'il fut élu à la direction du parti, aux dépens d'un disciple d'Ozawa, Katsuya Okada.

Même si le nouvel homme fort du Japon s'est présenté avant et après les élections en *homme du peuple* et a promis de réformer le système politique qui favorise les *dynasties politiques*, annonçant son désir de « promouvoir la philosophie du *yuai* (la fraternité) », et se disant décidé « à combattre la bureaucratie »², Hatoyama reste un pur produit de ce qu'il prétend combattre et mettre à plat.

Un système à scandales

Un proverbe japonais dit : « L'eau prend la forme du vase ! ». À peine la nouvelle équipe du PDJ de Hatoyama a-t-elle pris les rênes du pouvoir qu'un nouveau scandale, identique aux scandales politico-financiers dont les Japonais sont devenus coutumiers sous le règne de PLD, éclate : le numéro 2 du PDJ, Ichiro Ozawa, a été accusé d'avoir falsifié des rapports de donations au parti, et plusieurs de ses assistants ont été arrêtés. Après quelques hésitations, le Premier ministre, reflétant le jeu d'équilibre des clans au sein de sa formation, a estimé, lors d'une conférence de presse,

que le secrétaire général Ozawa, s'était suffisamment expliqué à propos de son implication dans ce scandale. Ce fut un signal clair au procureur suivant cette affaire, mais aussi à l'opinion publique, qui peut être traduit par un autre proverbe japonais selon lequel « Une rencontre n'est que le début d'une séparation », surtout que l'implication d'autres membres de la Chambre des représentants et leur inculpation semblaient évidentes. De plus, signe de la dégradation du climat d'euphorie qui accompagna l'arrivée au pouvoir de M. Hatoyama ; depuis septembre, plusieurs balles ont été envoyées au bureau et au domicile de M. Ozawa, héros de ce scandale, mais aussi, des balles et des menaces de mort ont été reçues par courrier aux bureaux du premier ministre ainsi qu'au siège du PDJ et de la télévision privée TV Asahi 3.

Clientélisme et partis politiques

L'opinion publique japonaise a voté massivement en faveur du PDJ sans être dupe des origines croisées des courants politiques des deux grands partis, ni du parcours de Hatoyama. Le vote des électeurs japonais ressemble plus à un basculement du pouvoir au sein du même parti.

La chute du PLD était déjà écrite dans le passé : la première phase s'est déroulée en 1993 et la seconde en 2007 lors du renouvellement partiel de la Chambre haute *sangi-in*. Les dirigeants n'ont pas lu les signaux avant-coureurs, ils ont payé le prix en 2009.

Les causes de la défaite de 1993 et de celle de 2007 se sont amplifiées pour aboutir à celle de 2009. David Held et Anthony McGrew (cités par Jean-Marie Bouissou dans *Les élections législatives du 18 juillet 1996 au Japon : la chute du PLD et la reconstruction du système politique japonais* 4) lient l'affaiblissement du PLD « à la fin de la guerre froide », donc à la disparition de ce que Bouissou appelle « la mission historique du Japon » 5, à savoir le « maintien en Asie du bastion nécessaire à l'armée américaine » : ce qui signifiait aussi « la fin de la tolérance » concernant les pratiques économiques anticoncurrentielles.

Cette théorie peut être soutenue, mais surtout, si elle est valable, elle met alors le PLD à pied d'égalité avec les autres partis et aura « parachevé un processus d'effacement du clivage idéologique » 6 entre les coalitions du gouvernement et les partis de l'opposition, ce qui ouvrit les yeux des politiciens sur les possibilités de changement de camps et d'alliances. Preuve en est le nombre de défections de députés du PLD en 1993 dont... M. Hatoyama (voir l'historique des principaux partis japonais - note 3).

La réaction du PLD fut une fuite en avant. Au lieu de considérer les effets de la globalisation de l'économie sur le système de protection et de répartition de la richesse et de sa régulation, qui eurent comme effet de déstabiliser les forces de contrôle que sont le grand patronat, le gouvernement et la bureaucratie ; les responsables du parti sont entrés dans une confrontation feutrée avec le patronat et pour ne pas être liés à leur base électorale qui pouvait s'effriter, ils ont commencé par élargir leur base politique au-delà de la base électorale traditionnelle (agriculteurs et petits commerçants).

La réaction vint du grand patronat qui vit d'un mauvais œil l'élargissement de la base électorale – qui signifiait l'inflation des *cadeaux politiques* – qui ne pouvait que se traduire par une augmentation des fonds politiques nécessaires au maintien de la coalition autour du PLD au pouvoir. Aussi le patronat avait alors, par le fait de la globalisation de l'économie japonaise et de son expansion, des intérêts convergents avec les grands groupes étrangers qui voyaient d'un mauvais œil les *dumpings* camouflés et les barrières anticoncurrentielles mises en place pour aider le socle électorale du PLD, ces barrières qui contribuaient à les empêcher de pénétrer le marché japonais.

Mais ouvrir le marché japonais allait à l'encontre d'une grande partie de la clientèle politique du PLD, en premier lieu les agriculteurs (autorisation d'importer du riz et de la viande), mais aussi les petits commerçants qui voyaient les grandes enseignes de la distribution venir écraser leur *mise* (petite boutique). C'est le socle électoral du PLD qui se voyait d'un côté noyauté par la nouvelle base électorale acquise par un ratissage de plus en plus large, et de l'autre par les premières lois ouvrant petit à petit le marché japonais aux grands groupes étrangers alliés aux grands groupes japonais.

La bureaucratie, qui forme au Japon le troisième pilier de contrôle et de régulation, était soumise à la pression du gouvernement (donc le PLD) qui, poussé par l'opinion publique et la presse, devait engager la réforme administrative et financière *gyōzai sei kaikaku*, et aller à l'encontre du *pli originel* qui était d'aider les grands groupes japonais à se défendre, donc à soutenir le patronat, ce que toute réforme allait rendre plus difficile.

Tous ces facteurs pesaient sur le PLD et ont contribué à l'affaiblir. Les conséquences ne tardèrent pas à apparaître : les réformes ont limité les financements politiques alors que les besoins financiers des hommes politiques ne cessaient de croître car on élargit de plus en plus le cercle du clientélisme électoral appelé *jiban*. Mais, en augmentant le nombre des cercles de *clients politiques*, les intérêts économiques de ces divers cercles devenaient de plus en plus incompatibles sinon contradictoires et opposés. La machine électorale en pâtit, et l'échec de 1993 était programmé.

Le Parti socialiste (PSDJ) ne put maintenir sa coalition plus que dix mois.

Le PLD revient *aux affaires* et crut que cette période dans l'opposition n'était qu'un mauvais rêve, preuve en étant la courte période avant le retour des faveurs d'un électorat dont la culture politique a une certaine particularité supposée : l'attachement aveugle à son élu à cause d'une dette morale appelée le *giri*.

Aucune alternance politique ne paraissait à l'horizon, et l'opinion publique ne semblait pas offusquée. Et l'affirmation de Michel Vié : « Que les constitutions soient parlementaires ou présidentielles, l'alternance est un signe de la démocratie. Le Japon fait exception »⁷ semble se confirmer avec audace. L'alerte donnée en 2007 fut sans conséquence sur la détention du pouvoir, mais préparera la défaite du parti au pouvoir, car le pays accumulait certains problèmes.

Le PDJ arriva au moment où les conservateurs semblaient manquer de ressources et de solutions. La population japonaise avait montré des signes d'angoisse dus à la crise, à la dégradation considérable de leurs conditions de vie et au recul du pouvoir d'achat.

Malgré les réflexes de fidélité au clan politique, au village et au cercle d'amis, et parfois à cause de ces fidélités – beaucoup d'élus étant passés avec clientèle et bagages dans d'autres partis –, les électeurs ont exprimé leur mécontentement face à la récession économique qui frappe très durement le pays depuis quinze ans. Ils ont sanctionné le PLD et ont donné le pouvoir au PDJ.

Le changement impossible

Mais affirmer, comme l'ont fait quelques commentateurs, que les électeurs ont voulu changer de fond en comble la donne politique au Japon, c'est aller un peu vite en besogne. Il est vrai que les Japonais manifestent par les nouveaux moyens de communication que sont la planète web et ses réseaux sociaux, qu'ils ne veulent plus d'une gouvernance fondée sur le clientélisme, la corruption, les scandales financiers et réclament de plus en plus de gestes en faveur d'une protection sociale qui bat de l'aile, et l'adaptation du système éducatif aux nouvelles données du marché du travail, mais pour cela ils n'ont fait que transférer le pouvoir au frère jumeau du PLD, le PDJ qui tient désormais la barre.

Le PDJ a brigué le soutien des électeurs en promettant qu'en cas de changement de pouvoir politique il y aurait un changement du cours de l'histoire du pays. Et pour cela ses promesses ont été mirobolantes : il a promis de supprimer les dépenses inutiles et de maintenir l'impôt sur la consommation à 5 % pendant quatre ans. Il a également promis d'instaurer toute une série de prestations sociales, notamment d'ajouter aux allocations familiales pour les mères isolées, une allocation pour les pères isolés. Il a l'intention de regrouper les différents fonds de pension existants et de garantir une retraite minimale de 70 000 yens (soit 500 euros) par mois. Enfin, le PDJ a annoncé son intention de relever le salaire minimum et de réduire les dépenses annuelles de l'État de 10 000 milliards de yens (70 milliards d'euros) en supprimant ce qu'il qualifiait de projets inutiles, tels les travaux publics et autres (surtout les autoroutes).

Mais les Japonais savent bien que le nouveau pouvoir, émanation des mêmes structures politiques que le PLD, ces structures qui règlent la vie politique nipponne, ne détient pas une baguette magique, et même s'il l'avait, il ne pourrait pas l'utiliser à sa guise pour plusieurs raisons.

Le PDJ est lié aux exigences de sa base électorale qui est presque la même que celle du PLD et par un effet d'habitude elle n'a fait que suivre un certain nombre d'élus qui a changé de camp, le ventre mou électoral qui s'est chargé de faire pencher la balance.

■ LES PROBLÈMES RÉCURRENTS

C'est pour cela que la joie et l'euphorie des Japonais n'étaient pas au rendez-vous après les élections du 30 août 2009. En effet les problèmes du pays sont récurrents et s'accumulent au fil des ans.

Le déclin démographique

Le premier sujet de préoccupation au Japon est la démographie en régression dans l'archipel : selon toutes les études qui prévoient que « la population de l'archipel pourrait chuter de 127 millions d'habitants actuellement à 94 millions d'habitants en 2050 »⁸. Cette baisse démographique aura des conséquences désastreuses sur la production japonaise et l'économie du pays.

Or cette baisse de la population active peut avoir une influence sur divers domaines qui ont fait du Japon la deuxième puissance économique. En premier lieu, elle conduira à la baisse de la masse des actifs, donc du système de répartition des retraites, mais aussi du soutien aux chômeurs, donc une baisse du pouvoir d'achat accentuant encore davantage non seulement l'actuelle crise économique, mais également la stagnation que vit le pays depuis plus d'une décennie.

À cela s'ajoutera le déclin de sa productivité, car le nombre de chercheurs et de techniciens va chuter, proportionnellement à la diminution de la population, donc un manque de talents qui conduira à brider l'élan de la création technologique avancée, qui soutient la course en tête de l'économie nipponne.

La stagnation économique

Le problème de la stagnation économique au Japon date des politiques économiques des années 1980, qui ont eu pour effet de pousser le yen à la hausse par le fait d'un surplus extraordinaire du commerce extérieur ce qui a affaibli la croissance du pays.

Depuis l'éclatement de la bulle économique *babulu keiki* dans les années 80⁹, qui en plus des actifs financiers avait touché l'immobilier, ce qui a conduit à une période de déflation, le PLD a

tenté de remédier aux situations avec des mesures gouvernementales, mais comme le lui reprochaient ses adversaires et l'opposition, jamais par une politique cohérente à long terme.

L'évolution des dépenses de l'État secteur par secteur, telle qu'elle apparaît sur le site d'information du ministère des Affaires intérieures¹⁰ *Sōmu-shō* reflète les changements des politiques financières pour épouser les changements des situations économiques.

En 1987 le poste le plus élevé était représenté par le « Financement de la dette publique » suivi de près par le « Financement des régions », le « Financement de la sécurité sociale » venant en troisième position tandis que les « Frais de fonctionnement et divers » occupaient la quatrième. Quant aux « Financements destinés aux travaux publics », ils occupaient la cinquième position suivis par les « Dépenses pour l'éducation et la recherche » avant les « Dépenses pour la Défense » qui arrivaient en dernière position.

Or en vingt ans le financement de la sécurité sociale est passé en première position avec un pic entre 1998 et 2001 avant de chuter et puis reprendre sa hausse pour atteindre 21 000 milliards de yens soient 210 milliards de dollars. Le financement de la dette publique a suivi la même évolution, allant de 120 milliards de dollars, à 186 milliards de dollars, l'année des élections, avec un pic vers la fin des années 90.

Par contre, le financement des régions, qui influence directement le renforcement du pouvoir des élus du parti au gouvernement, est passé du deuxième rang, avec 110 milliards de dollars au troisième rang, avec 150 milliards de dollars. Il est à noter que l'évolution de ces dépenses dites « vitales » pour la survie du PLD ne suit pas la courbe inflationniste des financements de la sécurité sociale et de la dette, donc indique un assèchement du financement politique indirect, qui, automatiquement, a entraîné un affaïssement de l'influence du PLD.

Celui-ci a essayé dans la dernière année qui a précédé les élections de remédier à cet état de stagnation, par des initiatives telles que la diminution des taux d'intérêt ainsi que l'augmentation des dépenses publiques. Toutefois, ces mesures n'ont eu pour effet que d'accentuer la dette japonaise.

Le Plan de sauvetage

Donc ces deux problèmes qui deviennent pandémiques au Pays nippon (le vieillissement de sa population et la stagnation économique) ont poussé le nouveau gouvernement à mettre sur pied un plan dès son installation en annonçant des mesures favorisant la croissance économique ainsi que la natalité. C'est ainsi que le gouvernement a mis à exécution un projet pour accorder des allocations aux agriculteurs ayant des enfants ainsi que pour favoriser les familles nombreuses japonaises.

Pour relancer l'économie, donc créer un pouvoir d'achat qui stimule la consommation, le gouvernement devra réduire les finances publiques, afin d'alléger d'un côté les dépenses du service de la dette et dégager une capacité de financement dans les domaines qui préoccupent la population et, de l'autre côté diminuer la charge fiscale de la population en général.

■ LES ENJEUX DIPLOMATIQUES

Depuis 1945, la diplomatie japonaise est enchaînée à son alliance avec les États-Unis par le biais du Traité d'alliance de coopération et de sécurité nippo-américaine, signé en 1972. En 1973, juste après la signature de ce traité, le premier choc pétrolier est venu rappeler à Tokyo la dure réalité du prix à payer pour cette alliance dans un jeu qui dépasse le cadre asiatique régional. Son économie étant dépendante à 98 % du pétrole importé, le Japon commença à *diversifier* de façon

très hésitante et timide les axes de sa diplomatie. Il insiste depuis quelques années sur celui de la coopération régionale et multilatérale comme avec l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) et puis sur celui de la coopération interrégionale depuis 1996 avec l'*Asia-Europe Meeting* (ASEM).

Les dirigeants japonais savent que chaque mouvement qui va dans le sens du renforcement de leur diplomatie en Asie suscite automatiquement une réaction dont les racines sont plantées dans le souvenir de l'impérialisme nippon et des horreurs de l'occupation.

L'amélioration de l'image du Japon depuis une décennie a été accompagnée par plusieurs phénomènes dont les plus importants sont la dégradation de l'image des États-Unis et la montée en puissance de la Chine. Or il est à constater que ces deux puissances sont les premiers partenaires économiques du Japon.

La Chine, premier client du Japon

En 2009 la Chine est devenue le premier client du Japon ce qui fait que le renforcement des flux commerciaux explique les nouvelles relations entre Tokyo et Pékin, apparemment au détriment de Washington. Les chiffres du ministère japonais des Finances montrent en effet que les exportations à destination de la Chine sont passées pour la première fois cette année devant celles en direction des États-Unis¹¹.

La forte progression des exportations japonaises a été dépendante de la vitalité de l'économie chinoise, mais aussi de celle d'autres pays. Si les exportations dans leur ensemble ont progressé de 12,1 % en décembre par rapport à l'année précédente, la part des exportations vers l'ensemble de l'Asie est de 31 % alors que la part de la Chine a bondi de près de 43 %¹². Par contre les exportations à destination des États-Unis ont baissé de 7,1 % par rapport à décembre 2008, alors qu'elles étaient déjà en régression¹³.

Le net réchauffement des relations entre Tokyo et Pékin doit être lu à la lumière du poids économique croissant de la Chine. Mais cela ne peut d'aucune façon occulter « les intérêts stratégiques qui lient Tokyo à Washington ».

Le divorce impossible

Aussitôt arrivé au pouvoir, Hatoyama va susciter une controverse avec Washington en critiquant le capitalisme sauvage à l'américaine, et même en demandant « un rééquilibrage » des relations nippo-américaines. Mais il paraît que Hatoyama a dû « s'en expliquer lors de son premier entretien téléphonique avec le président américain Barack Obama »¹⁴. En effet allié traditionnel des États-Unis, le Japon ne peut remettre en cause le partenariat stratégique qui le lie aux États-Unis, malgré les « promesses électorales » du PDJ. La volonté de rééquilibrer les relations américano-japonaises qui sont perçues au Japon comme des rapports de soumission injustifiés, est une demande latente de l'opinion publique japonaise, mais elle sommeille dans le confort de la sécurité assurée par le parapluie américain.

Il est vrai que le gouvernement de Hatoyama s'est donné pour tâche de réexaminer l'accord signé en 2006 avec Washington et le gouvernement japonais dirigé par le PLD prévoit notamment le déménagement d'une base aérienne américaine (Futenma) située dans une zone urbaine d'Okinawa, vers une zone côtière moins peuplée de l'île, et envisage de demander aux autorités américaines d'étudier la possibilité de déplacer cette base hors d'Okinawa (chose que Washington renâcle à accepter). Mais cela ne suffit pas pour juger d'un changement radical dans les relations stratégiques

qui lient les deux partenaires. De même, le fait que le Japon ait mis fin depuis janvier 2010 aux missions de ravitaillement dans l'océan Indien des forces de la coalition en Afghanistan, n'est pas une remise en cause de l'adhésion japonaise à la politique américaine de façon générale.

Au-delà de ces gesticulations destinées surtout à l'opinion publique intérieure, la volonté de Tokyo n'est pas de modifier ses rapports avec Washington donc remettre en cause sa sécurité.

Le jeu double

La nouvelle stratégie japonaise consisterait à jouer les contradictions entre les deux « nouvelles hyperpuissance » la Chine et les États-Unis.

Tokyo a mis une stratégie de coopération avec la Chine depuis une décennie dont un des plus saillants aspects est la volonté de démilitariser sa politique à l'encontre de son grand voisin, et de miser sur l'économie dans un cadre régional asiatique. Sa dernière proposition émise lors du sommet de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), en octobre 2009, a été d'établir une Communauté économique de l'Asie orientale, regroupant au moins seize pays de la région, dont la Chine et le Japon seraient les promoteurs, excluant *de facto* les États-Unis.

Mais les dirigeants japonais savent très bien que cette proposition qui plaît à Pékin ne pourra voir le jour sans l'accord de Washington. Il est probable que les Américains, embourbés dans les conflits irakien et afghan, dans des conflits qui commencent à faire tache d'huile au Pakistan et à glisser vers le Yémen et la Somalie, ne verront pas d'un très mauvais œil « leur allié » se charger avec une Chine docile de la gestion stratégique de ce nouveau centre névralgique de l'économie mondiale.

Le Japon est devenu presque « en catimini » une grande puissance militaire, et cela depuis les années 80 ; maintenant que la Chine a rattrapé son retard militaire, elle peut *sans complexe ni crainte*, envisager une coopération « asiatique sino-japonaise » pour assurer la sécurité régionale, même si c'est avec deux intentions différentes : pour la Chine, l'objectif serait d'éloigner les États-Unis de son arrière-cour, tandis que le Japon peut prétendre sortir de la vassalité américaine et apparaître avoir mis en place une relation « d'égal à égal » tout en conservant le parapluie américain toujours prêt à s'ouvrir.

Ce « partage de mission » ne sera pas mal vu par Washington qui voit de plus en plus ses forces se disperser sur les fronts éparpillés dans le monde avec l'inflation des budgets militaires qui ne sont pas les bienvenus en ces temps de crise.

En conclusion, que cela soit au niveau social, économique ou diplomatique, le PDJ continue une stratégie commencée par le PLD depuis 1955. Tous les dirigeants du Japon ont cherché depuis Meiji et l'ouverture du pays à répondre à la préoccupation majeure de leurs citoyens : la sécurité. C'est pour cela que le changement apporté par les élections ne se joue jamais au niveau de stratégies politiques majeures mais au niveau d'alliances claniques de partis, ce jeu invisible empêchant pour un certain temps le Japon de connaître une « vraie alternance politique ». ■

NOTES EXPLICATIVES :

I – Pour faire parti du corps électoral il fallait payer au moins 15 yens d'impôt. Ce montant fut abaissé à partir des élections de 1902 à 10 yens. En 1890, sur une population de 39,9 millions, il y eut 450 852 électeurs, 423 400 votants pour 872 candidats qui se disputaient 300 sièges. À la fin de l'époque Meiji, pour une population de 50,577 millions il y eut 1 506 143 électeurs, 1 349 197 votants pour 565 candidats aux 381 sièges offerts.

II – Le terme *chōzen naikaku* a été lancé par Kuroda Kiyotaka, homme politique influent, nommé une fois premier ministre, puis président du Conseil privé *genrō*, donc le vrai pouvoir à l'ombre de l'empereur et par Itō Hirobumi, qui forma entre 1885 et 1901 quatre cabinets ministériels. Dans leurs discours devant les fonctionnaires à l'occasion de la promulgation de la Constitution, ils avaient insisté sur le fait que le gouvernement devait être au-dessus des partis.

III – Les partis japonais

Nouvelle majorité

I – Le Parti démocrate du Japon (PDJ) *Minshutō*, créé en 1996 et refondé en 1998 par la fusion avec trois petits partis politiques : le Parti de la bonne gouvernance (Minseitō), le Parti de la nouvelle fraternité (Shintō-Yu'ai) et le Parti de la réforme démocratique (Minshu-Kaikaku-Rengo). Puis en 2003 le Parti libéral (Jiyū-tō) vint grossir les rangs du PDJ. Il a constitué la principale force d'opposition au gouvernement tenu par le Parti libéral-démocrate (PLD) jusqu'aux élections législatives de 2009. Lié à la Confédération syndicale japonaise (Nihon Rōdōkumiai Sōrengōkai), il est considéré comme un parti de centre-gauche de l'échiquier politique japonais, mais en fait ses différentes factions vont de la frange du libéralisme économique à la social-démocratie.

II – Le Parti social-démocrate japonais *Shakai Minshu-tō* (PSDJ), connu aussi sous le nom de Parti socialiste japonais *Shamin-tō* (PSD), fut créé en 1906 puis dissous en 1907 pour renaître en 1945. Il prit le nom de PSDJ en 1991 après avoir changé plusieurs fois de nom. Il fut à la tête d'une alliance qui, pour la première fois, remporta les élections face au PLD en juillet 1993.

III – Le Parti communiste *Nihon Kyōsan-tō* (PCJ) fut créé en 1922 comme une branche du *Komintern* par des dissidents du Parti socialiste, ses membres furent pourchassés jusqu'en 1945, date à partir de laquelle le parti fut légalisé.

IV – Le Nouveau Parti du peuple *Kokumin Shintō* (NPP) fut fondé en 2005 à la suite de la dissidence de cinq parlementaires appartenant au PLD. Considéré comme un parti conservateur de centre-droit, ses fondateurs se sont opposés à la privatisation de la poste japonaise voulue par le Premier ministre de l'époque Jun'ichirō Koizumi.

V – Le « Votre parti » *Minna no tō* (VP) qui veut dire littéralement « le parti de tous » a été fondé le 8 août 2009 par Yoshimi Watanabe, juste après la dissolution de la chambre des représentants et avant les élections législatives de 2009. Les derniers sondages le placent en troisième position sur l'échiquier politique japonais en vue des élections de la Chambre haute (5 % mais loin derrière le PDJ - 42 % et le PLD - 24 %), mais devant les autres formations.

VI – Le nouveau parti Nippon Shintō Nippon (NPN) a été créé le 21 août 2005 par quatre parlementaires dissidents du Parti libéral-démocrate opposé à la privatisation de la poste, considéré comme parti réformateur, libéral et centriste.

Nouvelle opposition

VII – Le Parti libéral démocrate *Jiyū Minshu-tō* (PLD) est un parti *historique*, il changea de nom plusieurs fois (Minshu Jiyū-tō en 1948, Jiyū-tō en 1950, Nihon Jiyū-tō en 1953 puis Jiyū Minshu-tō en 1955). Il domina la scène politique japonaise de cette date jusqu'à sa chute en août 2009. Considéré comme un parti plutôt conservateur, il a assuré la reconstruction du Japon après la guerre en appliquant une politique économique libérale mais très dirigiste. Il perdra les élections la première fois en 1993, et prit un revers électoral en 2007 lors des élections sénatoriales partielles, mais cette fois-ci sans perdre le pouvoir.

VIII – Le Parti du gouvernement éclairé, plus connu sous le nom *Komeitō*, a été fondé en 1964. C'est un parti de gauche dont la plate-forme est influencée par des idées bouddhistes, il fut considéré jusqu'en 1971 comme le bras politique de la *Sōka Gakkai* (secte religieuse politico-commerciale). Il fut un des sept partis politiques qui participèrent à la coalition qui renversa la première fois le PLD et qui gouverna pendant dix mois d'août 1993 à juin 1994. Il adopta le nom de Nouveau Parti *Komeitō* en 1998 après sa fusion avec le Parti de la nouvelle paix.

IV – La population japonaise s'établissait à 127,05 millions d'habitants au 31 mars 2009, en diminution de plus d'un millier et demi sur les 12 mois précédents, prolongeant une tendance à la baisse enregistrée en 2006 pour la première fois depuis le début des compilations statistiques démographiques. La proportion de Japonais âgés de 65 ans et plus atteint désormais un taux record de 21 %, ce qui le conforte dans sa première place mondiale. Le taux de natalité du Japon se situe à 1,32 %, soit bien en deçà des 2,07 % qu'il lui faudrait atteindre pour compenser le vieillissement de sa population.

V – Résultats comparatifs des élections législatives de 2009 par rapport à celles de 2005

PARTI	Élections de 2009		Élections de 2005	
	scrutin uninominal	scrutin proportionnel	scrutin uninominal	scrutin proportionnel
PDJ	308	221	87	115
PSD	7	3	4	7
NPP	3	3	0	4
NPN	1	1	0	0
PLD	119	64	55	300
Komeitô	21	0	21	31
PCJ	9	0	9	9
VP	5	2	3	4
Réformateur	0	0	0	1
Autre	1	0	1	1
Non-inscrits	6	6	–	6

Mode de scrutin

Il y a 480 sièges parlementaires à pourvoir dont 300 le sont sur la base du scrutin uninominal à un tour dans 300 circonscriptions, et 180 à la proportionnelle dans 11 grandes régions électorales. Les candidats peuvent se présenter à la fois sur les deux listes. Au dernier scrutin, 1374 candidats sollicitèrent les suffrages de 103 millions d'électeurs pour un mandat de quatre ans. Le premier ministre, qui doit être obligatoirement un élu, est désigné par un vote à la Chambre basse.

1 – Michel Random, *La Stratégie de l'invisible*, Paris, Éditions du Félin, 1985, 230 p.

2 – Kosuke Takahashi, « Japan on the brink of new era », in *Asia Time*, 30 août 2009.

3 – Dépêche AFP du 28 janvier 2010.

4 – Jean-Marie Bouissou, « Les élections législatives du 18 juillet 1996 au Japon : la chute du PLD et la reconstruction du système politique japonais », in *Revue Française de Science Politique*, n° 44-3, 1997, p. 379-423.

5 – *Idem*.

6 – *Idem*.

7 – Michel Vié, *Le Japon Contemporain*, Paris, PUF, coll. Que-sais-je, 1991, 127 p.

8 – Associated Presse.

9 – Natacha Aveline-Dubach, *Immobilier, l'Asie, la bulle et la mondialisation*, Paris, Éditions CNRS, 2008, 314 p.

10 – Source: Ministry of Internal affairs http://www.soumu.go.jp/senkyo/senkyo_s/data/shugiin45/index.htm

11 – Source : Ministry of Finance Japan - Policy Research Institute http://www.mof.go.jp/english/mf_review/mfr439/439_03.htm

12 – *Idem*.

13 – Source : US Census Bureau, Foreign Trade Division, Direction générale de diffusion des données, Washington, DC 20233.

14 – Le quotidien *Libération* daté du 3 septembre 2009.